

PREMIER MINISTRE

Secrétariat général
de la défense
et de la sécurité nationale

*Agence nationale de la sécurité
des systèmes d'information*

Bureau Qualifications et Agréments

Paris, le 05 AOÛT 2019
N° 3119 /ANSSI/SDE

**DECISION DE QUALIFICATION
D'UN SERVICE**

SOPRA STERIA INFRASTRUCTURE AND SECURITY SERVICES
RCS 805 020 740

11, avenue du Maréchal Juin
92 360 MEUDON-LA-FORET

Le Premier ministre,

Vu le décret n° 2005-850 du 27 juillet 2005, modifié, relatif aux délégations de signature des membres du Gouvernement, notamment ses articles 1^{er} et 3 ;

Vu le décret n° 2009-834 du 7 juillet 2009, modifié, portant création d'un service à compétence nationale dénommé « Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information », notamment son article 1^{er} ;

Vu le décret du 27 mars 2014 portant nomination du directeur général de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information - M. POUPARD (Guillaume) ;

Vu la décision du 22 octobre 2014 portant délégation de signature (secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale) ;

Vu la loi n° 2013-1168 du 18 décembre 2013 relative à la programmation militaire pour les années 2014 et 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense et la sécurité nationale ;

Vu le code de la défense, notamment ses articles L. 1332-1, L. 1332-2, L. 1332-6-1, L. 1332-6-3, R. 1332-41-1, R. 1332-41-2 et R. 1332-41 -12 à R. 1332-41-17 ;

Vu le décret n° 2015-350 du 27 mars 2015 relatif à la qualification des produits de sécurité et des prestataires de service de confiance pour les besoins de la sécurité des systèmes d'information ;

Vu le décret n° 2015-351 du 27 mars 2015 relatif à la sécurité des systèmes d'information des opérateurs d'importance vitale ;

Vu le processus de qualification d'un service, référence QUAL-SERV-PROCESS, version en vigueur ;

Vu le référentiel d'exigences applicables aux prestataires d'audit de la sécurité des systèmes d'information, version 2.1, du 6 octobre 2015 ;

Vu le référentiel d'exigences applicables aux prestataires d'audit et de contrôle de la sécurité des systèmes d'information pour les besoins de la sécurité nationale, note n° 1601/ANSSI/SDE/PSS/BQA/DR du 25 avril 2016 ;

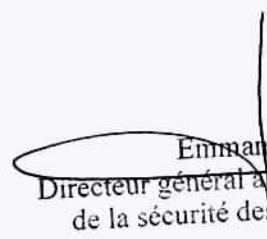
Vu les éléments fournis par *SOPRA STERIA INFRASTRUCTURE AND SECURITY SERVICES* dans le dossier de demande de qualification ;

Vu le rapport d'évaluation de la conformité de la société *SOPRA STERIA INFRASTRUCTURE AND SECURITY SERVICES* au référentiel d'exigences applicables aux prestataires d'audit de la sécurité des systèmes d'information,

Décide :

- Art. 1^{er} – La société *SOPRA STERIA INFRASTRUCTURE AND SECURITY SERVICES* respecte les règles fixées par le référentiel d'exigences applicables aux prestataires d'audit et de contrôle de la sécurité des systèmes d'information pour les besoins de la sécurité nationale pour les activités suivantes :
- audit organisationnel et physique ;
 - audit d'architecture ;
 - audit de configuration ;
 - tests d'intrusion.
- Art. 2 – La société *SOPRA STERIA INFRASTRUCTURE AND SECURITY SERVICES* est qualifiée pour contrôler le niveau de sécurité et le respect des règles de sécurité applicables aux systèmes d'information d'importance vitale des opérateurs d'importance vitale.
- Art. 3 – Les auditeurs de la société *SOPRA STERIA INFRASTRUCTURE AND SECURITY SERVICES* aptes à réaliser des prestations qualifiées disposent d'une attestation de compétences individuelle ; il appartient aux commanditaires de prestations qualifiées de vérifier la validité de ces attestations auprès du prestataire.
- Art. 4 – Le commanditaire de prestations qualifiées est invité à mettre en œuvre les recommandations figurant à l'annexe 3 du référentiel d'exigences applicables aux prestataires d'audit de la sécurité des systèmes d'information.
- Art. 5 – La présente décision est conditionnée au respect par la société *SOPRA STERIA INFRASTRUCTURE AND SECURITY SERVICES* des engagements relatifs au processus de qualification d'un service, pris par la société au titre de sa demande de qualification.
- Art. 6 – La présente décision est valable jusqu'au 18 mai 2022.

Pour le Premier ministre,
et par délégation,


Emmanuel GERMAIN
Directeur général adjoint de l'agence nationale
de la sécurité des systèmes d'information